



Communiqué Rouges Vifs Ile de France

RETRAITES :

UNE VICTOIRE SYNDICALE EST POSSIBLE !

UNE AVANCEE POLITIQUE POUR LE TRAVAIL AUSSI !

70% de la population se prononce contre le projet de réforme des retraites. Quand un gouvernement viole ainsi impunément la souveraineté d'un peuple, c'est un devoir pour lui de se révolter.

Dans son ambition d'en finir avec le « modèle social français », le pouvoir se heurte à une mobilisation populaire exceptionnelle au sujet des retraites. L'affrontement Capital/Travail s'aiguise sur la question majeure du salaire dans sa part socialisée.

L'existence, depuis leur mise en place par des militants du Conseil National de la Résistance, de la Sécurité Sociale et des retraites modernes est insupportable pour le capital. Parce qu'ils portent en eux les germes d'une société débarrassée du capitalisme, ces exemples doivent être éliminés !

C'est le sens profond et inavouable de toutes les réformes des retraites mises en œuvre depuis 1993 par tous les gouvernements et jamais remises en cause lors de l'alternance au pouvoir. Dans le même mouvement, le Capital veut en faire un nouvel espace de profit. Le MEDEF exige, le gouvernement s'exécute en annonçant qu'après les retraites, ce sont les domaines de l'assurance maladie et de la dépendance qui lui seront livrés.

Depuis plus de 25 ans se succèdent les reculs sociaux malgré des coups d'arrêt de 95 et du CPE. La colère qui se manifeste aujourd'hui crée, par sa tonalité nouvelle, une situation porteuse d'espoir : le pouvoir peut être battu sur un projet dont il veut faire un exemple. Sa volonté d'imposer la rigueur et de poursuivre la casse de la Sécurité Sociale peut s'en trouver entravée.

Gagner l'abandon de ce projet régressif pour créer les conditions d'un renversement de tendance est possible à condition d'être lucides sur les enjeux et les moyens d'y arriver.

Cela implique de n'avoir aucune illusion sur les échéances électorales de 2012 dans les institutions actuelles. Le référendum proposé par certains, pour hypothétique qu'il soit, aboutirait à appeler des non-salariés (professions libérales, rentiers, ...) à se prononcer sur la répartition du salaire socialisé appartenant aux seuls salariés. La retraite, c'est du salaire ! Ne lâchons pas sur cet aspect fondamental en pensant gagner dans l'immédiat.

La question de la représentation politique du point de vue du Travail, seul créateur de richesses, doit être posée. L'affrontement Capital/Travail ne peut s'arrêter aux portes des institutions.

Cette exigence s'est déjà exprimée lors du référendum en 2005 contre le projet de constitution européenne. En passant outre le NON exprimé majoritairement, le pouvoir et les parlementaires socialistes qui l'ont laissé faire en s'abstenant ont commis une forfaiture en bafouant la souveraineté populaire.

Combattre les régressions sociales d'aujourd'hui impose de mettre en cause les conditions politiques qui permettent leur mise en œuvre. Un système électoral qui attribue au gagnant, ayant obtenu 30% des votants au premier tour d'une élection nationale, le droit de se présenter comme légitime pour imposer aux 70% restants une politique qu'ils rejettent, n'est plus supportable.

La « légitimité » de ceux qui nous gouvernent repose sur des institutions mises en place pour pérenniser la domination du Capital sur l'ensemble de la société. L'expérience a montré que le Travail ne peut trouver de solution dans ce cadre.

Prendre la mesure de toutes les dimensions du combat à mener aujourd'hui peut être utile à une victoire syndicale. Elle est indispensable pour une avancée politique.

5 Octobre 2010